



UNIFOR



Droits humains

Le 10 décembre, la Journée internationale des droits de la personne Nos droits, nos libertés

Cette année marque le 50^e anniversaire du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et du Pacte international relatifs aux droits civils et politiques. Avec la Déclaration universelle des droits de la personne, ces instruments établissent les droits civils, politiques, culturels, économiques et sociaux inhérents à tout être humain.

À l'occasion de cette Journée internationale des droits de la personne, nous reconnaissons toujours la pertinence de ces pactes et des libertés qui y sont à la base. Trop de personnes au Canada et à l'étranger ne sont pas à l'abri du besoin, de la peur ou de la haine. Elles ne sont pas libres de vivre en sécurité, ni leur famille, et tant d'entre elles n'ont pas d'espoir.

Nous devons faire davantage que de nous engager en parole. Il est facile de pointer du doigt au sud de la frontière où nos voisins participent à une campagne présidentielle qui fait rage avec une rhétorique contre les immigrants et les Musulmans. Il est plus difficile de se regarder soi-même. Nous devons nous regarder dans notre miroir, en tant que collectivité, et nous poser des questions difficiles au sujet de la discrimination, du racisme et des inégalités dans notre propre pays. Nous devons poser des questions sur la sécurité, l'exclusion des institutions sociales, économiques, politiques et des prises de décision, et nous devons examiner le rôle de la peur et de la haine.

Notre nouveau gouvernement élu a finalement répondu à une demande qui date depuis dix ans de mener une enquête sur les femmes autochtones disparues et assassinées, mais pourquoi a-t-il fallu autant de temps? Comment est-ce possible que plus d'un millier de femmes aient été assassinées ou soient disparues sans que nous n'intervenions pendant si longtemps? Pourquoi y a-t-il un retour en arrière contre les réfugiés fuyant d'horribles abus contre les droits de la personne? Pourquoi les taux de pauvreté sont-ils disproportionnés parmi les groupes visés par l'équité? En tant que pays, nous devons nous pencher sur ces questions, et tant d'autres, pour que nous puissions avoir une conversation honnête sur la dignité, l'égalité et l'inclusion.

Sous le gouvernement précédent, notre pays a gaspillé sa réputation bien méritée en faveur de la promotion et de la défense des droits de la personne. Unifor demande au gouvernement actuel de renouveler le rôle de leadership du Canada. Nous invitons aussi toutes les citoyennes et tous les citoyens à prendre du temps pour réfléchir, participer à des conversations difficiles et travailler en vue de bâtir une société où le respect des droits de la personne n'est pas une aspiration qui date de 50 ans, mais bel et bien une réalité.

[*Déclaration universelle des droits de la personne*](#)